

## Réponse de Storengy à la consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie du 21 décembre 2017 N°2017-019 relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France

### Synthèse

A l'occasion de la présente consultation publique, Storengy attire l'attention de la CRE sur les principaux points suivants :

- Le document de consultation publique liste de façon exhaustive les actifs de stockage concernés par l'entrée en régulation mais ne précise pas comment seront prises en compte les éventuelles variations du périmètre de régulation. Le dispositif fait ainsi peser un risque réglementaire inédit sur les opérateurs de stockage. Storengy estime qu'il est nécessaire de prévoir un mécanisme de couverture des coûts de retrait de capacité via le revenu autorisé en cas de sortie anticipée d'un ou plusieurs actifs.
- Concernant le fonctionnement du mécanisme de CRCP, Storengy estime qu'une limite d'ajustement de +/- 5% est trop faible pour intégrer les impacts liés aux opérations qui pourraient être effectuées par les opérateurs de stockage dans le cadre du dispositif à l'étude de filet de sécurité ou en vue de maintenir les performances des stockages (achats-ventes de gaz de performance). Storengy propose que cette limite des +/-5% s'applique seulement sur les deux premières années d'entrée en régulation et soit considérée en excluant ces opérations.
- Concernant les modalités de calcul et les niveaux de BAR :
  - Storengy approuve le principe général de calcul de la BAR fondé sur une méthodologie de type « coûts courants économiques », avec comme base de calcul les valeurs brutes telles qu'elles figurent dans la comptabilité de chacun des opérateurs.
  - Mais considère que l'horizon 2260 demeure la durée de vie à retenir pour valoriser la BAR initiale du gaz coussin et pour amortir cet actif dans le futur.
  - A défaut, Storengy préconise que cet horizon soit conservé pour les amortissements futurs, et que pour les amortissements passés soit retenue une durée qui ne soit pas inférieure à 100 ans ou 120 ans, pour correspondre à la réalité des durées de vie industrielles déjà constatées pour les plus anciens stockages.

**Question 1 Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?**

Storengy est favorable aux principes généraux exposés par la CRE pour définir le cadre de régulation, dans la mesure où ceux-ci sont cohérents avec les principes suivis pour l'entrée en régulation des autres infrastructures gazières, le transport et les terminaux méthaniers notamment. Storengy approuve en particulier le calcul de la BAR fondé sur une méthodologie de type « coûts courants économiques » dont les principes essentiels ont été arrêtés par la Commission Hourri.

Storengy souligne que le document de consultation publique liste de façon exhaustive les actifs de stockage concernés par l'entrée en régulation mais ne précise pas comment seront prises en compte les éventuelles variations du périmètre de régulation. Le dispositif tel que décrit dans la consultation publique fait ainsi peser un risque réglementaire inédit sur les opérateurs de stockage. Storengy estime qu'il est nécessaire de prévoir un mécanisme de couverture des coûts de retrait de capacité (coûts échoués = démantèlement + amortissements accélérés) via le revenu autorisé en cas de sortie anticipée d'un ou plusieurs actifs.

Storengy souligne également que le dispositif devra être complété en cas de mise en œuvre d'un filet de sécurité qui induira des coûts supplémentaires pour les opérateurs de stockage.

**Question 2 Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?**

Storengy est favorable à l'introduction d'un mécanisme de CRCP pour régulariser a posteriori les écarts entre réel et prévisionnel pour les charges et les produits, avec un mécanisme « at cost » pour les deux années suivant l'entrée en régulation (régularisation à l'euro l'euro). Storengy émet quelques observations sur le contenu du CRCP et ses modalités de calcul, qui sont détaillées dans le cadre de la question 4.

**Question 3 Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?**

L'avis de Storengy est partagé quant au bien-fondé d'une première période de régulation courte. En effet, Storengy reconnaît qu'il est difficile de caler précisément le niveau des charges nettes d'exploitation notamment ; une première période d'observation peut donc s'avérer nécessaire pour procéder à quelques ajustements. En revanche, Storengy estime qu'une durée aussi courte réduit la visibilité des opérateurs de stockage sur les conditions économiques dans lesquelles ils seront amenés à exploiter leurs actifs au-delà des deux premières années.

Dans sa demande tarifaire, Storengy proposait que la durée qui sépare deux périodes tarifaires soit de 5 ans, à l'exception de la première période tarifaire (ATS1) qui aurait eu une durée de six ans, ceci afin de se caler sur la périodicité des PPE (2019 - 2023). Pour les CNE, Storengy proposait qu'une revue approfondie soit réalisée fin 2018 avec un éventuel recalage pour les 5 années restantes.

Si une première période courte de régulation devait être retenue par la CRE, seules les CNE devraient être revues et non les autres paramètres structurants de la régulation.

**Question 4 Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?**

Comme précisé dans la réponse à la question 2, Storengy est favorable à l'introduction d'un mécanisme de CRCP pour régulariser a posteriori les écarts entre réel et prévisionnel pour les charges et les produits, avec un mécanisme « at cost » pour les deux premières années suivant l'entrée en régulation (régularisation à l'euro l'euro).

Storengy considère en revanche que la limite de +/- 5% est trop faible pour intégrer les ajustements liés aux potentielles opérations pouvant être effectuées par les opérateurs de stockage, que ce soit dans le cadre du dispositif à l'étude de filet de sécurité, ou en vue de maintenir les performances des stockages (achats-ventes de gaz de performance). **Storengy propose ainsi que cette limite des +/-5% s'applique exclusivement sur les deux premières années d'entrée en régulation au titre de cette « période d'observation ». Par ailleurs cette limite de +/-5% ne devrait concerner que les charges nettes d'exploitation, les charges de capital normatives et les recettes de commercialisation des capacités de stockage mais pas les opérations d'achats-ventes de gaz (filet de sécurité ou performance).**

Par ailleurs, Storengy s'interroge sur l'apurement du CRCP en fin de période de régulation en cas d'écèlement à +/-5% et propose que soit précisé le fait que le CRCP qui n'aurait pas été apuré en fin de période serait transféré sur la période de régulation suivante.

**Question 5 Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?**

Storengy est favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation selon les principes évoqués par la CRE dans la Consultation. Entre les différentes pistes proposées par la CRE, il paraîtrait préférable de retenir une régulation incitative en cohérence avec l'objectif principal de la régulation qui est de maximiser les volumes commercialisés de façon à garantir la sécurité d'approvisionnement (proposition n°2).

Si une telle logique était mise en place, elle devrait bien évidemment faire abstraction des capacités déjà commercialisées par les opérateurs (cf. question 18) de façon à être réellement incitative.

**Question 6 Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?**

Storengy approuve le principe général de calcul de la BAR fondé sur une méthodologie de type « coûts courants économiques », avec comme base de calcul les valeurs brutes telles qu'elles figurent dans la comptabilité de chacun des opérateurs.

Storengy considère cependant que :

- les niveaux de BAR proposés par la CRE pour le gaz coussin sont trop faibles et ne reflètent pas sa valeur nette économique.

Dans la perspective d'un calcul de valeur nette économique, la durée d'amortissement à prendre en compte pour le calcul de la BAR initiale doit refléter la **durée de vie économique des actifs** et non les durées d'amortissement comptables considérées par le passé par les opérateurs, celles-ci ayant d'ailleurs pu varier dans le temps comme cela a été le cas chez Storengy.

**La durée de vie économique considérée par Storengy pour le calcul de la BAR initiale du gaz coussin est fondée sur l'horizon 2260 qui correspond à l'horizon d'extinction des ressources mondiales de gaz naturel selon l'AIE (World Energy Outlook de 2011<sup>1</sup>).** Storengy amortit son gaz coussin dans ses comptes sociaux et IFRS à cet horizon depuis cette date, considérant que les sites de stockage dont elle assure l'exploitation seront opérationnels tant qu'il restera du gaz. Les installations techniques seront bien sûr renouvelées (et donc amorties sur des durées plus courtes) mais le gaz coussin injecté au départ sera toujours le même.

Le ratio d'amortissement de 39% considéré par la CRE pour le calcul de la BAR du gaz coussin de Storengy revient à amortir le gaz coussin dans le passé (de la mise en service des sites jusqu'à aujourd'hui) sur une durée légèrement supérieure à 50 ans. Ce ratio ne tient ainsi pas compte du fait que certains sites de stockage (Beynes ou Saint-Illiers chez Storengy, Lussagnet chez TIGF) ont largement plus de 50 ans, avec des installations qui ont été renouvelées mais un gaz coussin qui est le même depuis l'origine.

**Question 7 Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?**

Comme cela a été rappelé dans la réponse à la question 6, Storengy considère que la valorisation de la BAR du gaz coussin doit s'appuyer sur un horizon d'amortissement passé reflétant la durée de vie économique et effective de cet actif.

Si la CRE venait à considérer que l'application d'un horizon 2260 pour valoriser la BAR initiale du gaz coussin conditionne des niveaux de BAR initiaux trop importants pour les opérateurs de stockage, Storengy préconise qu'à défaut la CRE raisonne alors pour le passé avec des durées de vie intermédiaires, pouvant s'échelonner au minimum de **100 à 120 ans**, et **qui reflètent la réalité des durées de vie industrielles déjà constatées à ce jour pour plusieurs installations de stockage de gaz :**

---

<sup>1</sup> Dans le World Energy Outlook de 2011, l'AIE calcule ainsi une durée de vie des ressources de 250 ans sur la base d'une consommation annuelle 2010, en intégrant en particulier l'impact de l'arrivée des gaz non conventionnels et de leur exploitation, ce qui a eu pour effet de repousser significativement l'horizon d'extinction des ressources.

- **La durée de 120 ans correspond à la durée d'exploitation minimum anticipée pour les stockages les plus anciens et toujours en exploitation, sans aucun renouvellement du gaz coussin.** C'est par exemple le cas de la capacité de Zoar aux Etats-Unis (NY), champ de gaz déplété converti en stockage en 1916 et aujourd'hui âgé de 101 ans. La National Fuel Gas Supply Corporation, opérateur de ce stockage souterrain, communique au sein de l'IGU (International Gas Union) sur la performance de ce stockage rapide dont l'exploitation est toujours prévue lors des 20 prochaines années.
- **La durée de 100 ans correspond à une durée de concession des stockages en France avec une hypothèse prudente de deux renouvellements successifs** (les textes en vigueur prévoyant une durée initiale de concession de 50 ans et des renouvellements possibles par périodes de 25 ans sans mise en concurrence). Aucun renouvellement du gaz coussin initialement injecté n'est alors effectué.

**Question 8 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?**

**Storengy a formulé la demande d'un taux de rémunération de 7,25%, soit 200 points de base au-dessus du taux des activités de transport.** Cette prime traduit en effet les risques inhérents à l'activité de stockage, et notamment :

- **Le risque de substituabilité** lié à l'existence de moyens alternatifs de modulation que sont les terminaux méthaniers, les réseaux de transport en France et en Europe, les interconnexions avec les pays voisins et les marchés de court terme (spot ou à terme) ;
- **Les risques techniques et géologiques** propres à l'activité stockage (notamment les variations de performance des aquifères en fonction de la « respiration » annuelle des stockages et le phénomène de fluage qui réduit légèrement chaque année la capacité des stockages salins) ;
- **Les risques réglementaires** propres à toute nouvelle régulation (incertitudes sur l'interprétation des dispositions applicables et sur leurs modalités d'application, risque d'ajustements à venir, ...).

**En revanche, cette prime de 200 bps demandée par Storengy ne permet pas de couvrir le risque réglementaire lié au périmètre potentiellement variable des actifs régulés, en fonction du contenu des prochaines PPE.**

Par ailleurs, Storengy ne considère pas que les risques de l'activité de stockage soient inférieurs aux risques des terminaux.

**Question 9 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?**

Les fourchettes de charges de capital dépendent de la BAR, du taux de rémunération de la BAR et de l'amortissement de la BAR. Les deux premiers paramètres ont été vus dans les questions précédentes. En revanche, une question se pose pour l'amortissement de la BAR du gaz coussin.

Dans sa demande tarifaire, Storengy proposait un amortissement de la BAR du gaz coussin sur le même horizon que celui utilisé pour le calcul de la BAR initiale, soit l'horizon 2260. Cet horizon 2260 est celui utilisé depuis 2011 dans sa comptabilité sociale et IFRS.

**Question 10 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?**

Storengy considère que l'ajustement de 75% à la baisse appliqué sur les CNE issus des contrats avec le Groupe ENGIE n'est pas fondé. Ces contrats sont le fruit des différentes étapes d'optimisation des coûts menées par le Groupe depuis de nombreuses années, notamment la mise en place de services partagés dans le domaine de gestion de la paie, de la comptabilité, de l'IT, des achats ou de l'immobilier.

Si ces contrats venaient à être dénoncés, Storengy devrait soit internaliser les prestations correspondantes, soit les contractualiser à l'externe. Dans les deux cas, cela se traduirait par une très probable hausse des coûts, les économies issues de la massification des prestations dans des services partagée étant perdues.

**Storengy considère donc qu'aucun ajustement spécifique ne doit être effectué par la CRE sur le montant global des charges nettes d'exploitation présentées, et cela d'autant plus que le mécanisme de CRCP prévu pour la première période de régulation régularisera les écarts entre réel et prévisionnel à l'euro l'euro.**

**Question 11 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?**

Storengy souligne que les fourchettes de revenus envisagées par la CRE sont significativement en-dessous de l'historique de Storengy depuis sa création (revenu moyen de 605 M€ sur la période 2009-2016).

Compte tenu des moyens nécessaires pour l'entretien de l'outil industriel et le maintien du parc sur le moyen - long terme, le niveau de revenu doit être à un niveau suffisant pour couvrir ces besoins. Ce niveau peut difficilement être en-deçà d'une fourchette de 95% à 100% du revenu moyen 2009-2016.

**Question 12 Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?**

**Question 13 Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?**

**Question 14 Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?**

Pas de réponse de Storengy à ces questions.

**Question 15 - Etes-vous favorable, à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?**



Storengy est favorable à la proposition de GRTgaz prévoyant que chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage, mensuellement en fonction du prorata de compensation annuelle devant être perçu par chaque opérateur de stockage.

Comme l'indique la CRE, Storengy estime que le reversement de la compensation par les GRT doit être effectué au plus tard en début de mois M+2 pour limiter au maximum le délai de décalage de trésorerie qui sera supporté par les opérateurs de stockage. Ce délai génèrera un déficit de trésorerie structurel avec un coût de BFR perpétuel à couvrir par le revenu autorisé de l'opérateur de stockage.

**Question 16 Etes-vous favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?**

Storengy partage avec la CRE l'objectif principal qui est de vendre suffisamment de capacités pour assurer la sécurité d'approvisionnement. Pour favoriser le bon déroulement des enchères dans un planning contraint, Storengy est favorable aux principes généraux envisagés par la CRE tant que suffisamment de liberté commerciale est laissée aux opérateurs de stockage afin qu'ils soient en mesure de répondre de façon la plus pertinente aux demandes exprimées par le marché.

**Question 17 Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100 % des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?**

Storengy est favorable à une phase de commercialisation initiale permettant la commercialisation de 100% des capacités disponibles avant le 31 mars 2018, suivie, en cas de capacités invendues, d'une seconde phase de commercialisation durant laquelle les produits proposés pourraient être adaptés, par exemple en termes de maturité.

**Question 18 Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?**

Storengy constate que TIGF dispose de capacités déjà engagées comme l'indiquent les données publiques publiées par l'opérateur de Transport TIGF sur son site internet <https://tetra.tigf.fr/SBT/public/Capacites.do?action=listeAnnuellesPits>. Il y est indiqué sur ce site que 131,52 GWh/j d'entrée ferme sur le réseau (capacité de soutirage) et que 126,8 GWh/j de sortie ferme du réseau (capacité d'injection) sont d'ores et déjà commercialisées pour les années stockage 2018-19 et 2019-20.

En rapprochant ces capacités d'injection et de soutirage des produits commercialisés par TIGF tels que publiés sur la partie Stockage de l'opérateur, il est aisé de conclure que ces capacités correspondent à 14 TWh de capacités de stockage (constitués de 13,2 TWh de produit Equilibre et 0,8 TWh de produit Dynamique).

TIGF annonçant disposer d'environ 33 TWh de capacités physiques, cela signifie qu'il n'aura vraisemblablement qu'environ 19 TWh de capacités de stockage à commercialiser pour l'année 2018-19 (et la suivante), soit 5 fois moins que les opérateurs Storengy et Géométhane (qui commercialisent conjointement leurs capacités).

Par conséquent, Storengy considère que toute limitation potentielle des ventes (notamment via le nombre de jours où des capacités peuvent être proposées à la vente) ne pourrait s'entendre que si elle induit des contraintes équilibrées entre les opérateurs de stockage. A

titre d'illustration, des contraintes de limitation des capacités proposées au marché qui permettraient à un acteur de proposer l'ensemble de ses capacités en 1 à 2 semaines alors que le rythme de vente de l'autre opérateur serait imposé sur 4 semaines minimum serait discriminatoire.

Par ailleurs, au vu des orientations envisagées par la CRE dans la consultation (lotissements maximums à hauteur de 7 TWh par produit et vente et 14 TWh par jour) et des demandes du marché concernant l'organisation pratique des ventes (2 ventes maximum par jour de vente, 1 seul produit par vente, etc.), Storengy a besoin d'un minimum d'environ 10 jours de ventes sur la phase de commercialisation initiale.

**Question 19 Etes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?**

Storengy entend proposer à la vente ses produits de façon échelonnée de façon à ce qu'un client puisse, d'une façon générale, avoir plusieurs possibilités pour accéder à un produit donné. Nous sommes donc globalement favorables aux propositions de la CRE. Storengy formule toutefois deux remarques sur ces propositions :

- au vu des débouchés relativement limités du produit Sediane B (qui est une offre de stockage en zone B faisant par conséquent l'objet de contraintes spécifiques côté transport), il paraît peu judicieux de devoir proposer plus d'une fois ce produit à la vente dans un calendrier de ventes assez chargé par ailleurs. C'est ce que Storengy pointait dans les propositions de modalités de commercialisation pour 2018 en annexe de la Consultation Publique,
- la CRE n'évoque pas dans ses propositions de limitation journalière à proprement parler, mais elle indique que « les opérateurs de stockage prévoient d'organiser au plus deux enchères par journée de commercialisation, ce qui conduirait à une capacité maximale proposée de 14 TWh par jour ». Si cette quantité maximale journalière de 14 TWh devenait contraignante, elle conduirait à désoptimiser le calendrier de vente de Storengy en ajoutant une à deux ventes qui ne paraissent pas judicieuses. Il faudrait donc soit qu'elle reste une recommandation dont le suivi serait laissé à l'appréciation de la CRE, soit qu'elle devienne une contrainte mais fixée à un niveau légèrement supérieur (17 TWh par exemple).

**Question 20 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?**

Storengy envisage une simplification de son offre de façon à proposer 5 types de produits en H (3 produits classiques de performances distinctes, 1 produit de volume seul et 1 produit d'injection en été 2018, de gaz parking durant l'hiver 2018-19 et de soutirage en été 2019), et 1 produit en B, comme indiqué dans ses propositions de modalités de commercialisation pour 2018.

Nos produits étant disponibles sur 6 PITS différents (cette répartition permettant notamment le fonctionnement du mécanisme de spread localisé pour la gestion des congestions côté transport), le nombre de produits envisagés par Storengy peut sembler important (le produit de type Serene étant commercialisé sur 3 PITS différents, il compte pour 3 produits différents), mais il permet d'optimiser pour le marché les capacités proposées à la commercialisation.

Si la CRE souhaite limiter le nombre de produits proposés au marché pour cette année de mise en place de la régulation, Storengy n'est pas opposée à ce que cette limitation du nombre



de ses produits pour 2018-19 soit de 14, comme proposé par la CRE. Storengy persiste toutefois à considérer qu'une limitation du nombre de produits est discriminatoire à partir du moment où elle n'est pas appliquée par PITS.

Pour les années suivantes, ce type de limitations ne paraît pas pertinent et contraire à la volonté affichée de laisser un maximum de liberté aux opérateurs de stockage, qui semblent les mieux à même de construire leurs offres en lien avec le marché. Si cette limitation dans le nombre de produits devait être maintenue, elle devrait impérativement s'appliquer en nombre de produits maximum par PITS, et non par opérateur.

**Question 21 Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF ?**

Storengy avait questionné le marché lors de son atelier du 14 novembre 2017 sur l'option, en cas de ventes multiples d'un même produit, d'allouer sur une vente plus de capacités qu'initialement proposées, sans changement du prix issu d'enchères (de façon à ne pas écrêter les quantités allouées au prix le plus bas retenu), quitte à réduire les quantités disponibles pour les ventes suivantes. Le marché s'est prononcé majoritairement contre une telle option.

Storengy n'a pas questionné le marché sur d'éventuels transferts de capacités d'une enchère à une autre ou d'un produit à un autre, tels que décrits dans la Consultation Publique.

Storengy est opposée à de telles options car elles semblent de nature à enlever de la visibilité et de la transparence au marché.

Toutefois, si le retour de la Consultation Publique montre que le marché est majoritairement pour et si la Délibération le permet, Storengy n'exclurait pas la mise en place de telles options pour jouer à jeu égal avec l'opérateur concurrent.

Il paraît toutefois essentiel en termes de transparence que si de tels transferts de capacités d'un produit à un autre étaient autorisés, ils soient toujours dans le sens d'un produit rapide vers un produit plus lent ou de même performance, de façon à ce que les opérateurs de stockage proposent leur meilleure offre dès le début de la commercialisation.

**Question 22 Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?**

Storengy a déjà indiqué dans ses propositions de commercialisation pour 2018 les produits standards envisagés. Depuis, et suite aux échanges avec le marché, Storengy a demandé à la CRE de pouvoir commercialiser, sur un PITS du Sud (potentiellement déprécié par rapport aux PITS du Nord par la fusion des zones de transport en cours d'année stockage), le même produit sur 2 ans au lieu d'un an. Ceci lui a été pour le moment refusé par la CRE (même dans le cas où cette prolongation de produit n'était proposée que suite à des invendus).

Afin de garantir au marché que les opérateurs proposent dès l'origine leur meilleure offre et ce de façon transparente, il semble préférable que les produits commercialisés lors de la commercialisation initiale ne varient pas, en termes de performances aussi bien qu'en termes de volumes proposés par produits, par rapport à l'offre initialement présentée au marché par les opérateurs. Storengy est donc favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale,

et plus généralement opposée à toute variation en termes de performances et/ou de volumes de l'offre initialement proposée par les opérateurs au cours de la phase de commercialisation initiale (cf. question 21).

**Question 23 Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?**

De façon générale, il paraît souhaitable que tout soit mis en œuvre pour que les enchères de la commercialisation initiale soient un succès en termes de capacités commercialisées, et que les opérateurs de stockage aient le cas échéant suffisamment de liberté pour commercialiser leurs éventuels invendus une fois la commercialisation initiale terminée, de façon à ce que le filet de sécurité envisagé par la DGEC, et dont Storengy ne connaît pas précisément les seuils de déclenchement ni les modalités de mise en œuvre, ne soit pas activé.

Plus précisément, le niveau minimal nécessaire à la sécurité d'approvisionnement pour 2018-19 n'étant à ce jour pas connu, il paraît délicat pour Storengy de se prononcer précisément sur cette question. Si le niveau est plutôt bas, la proposition de la CRE paraît pertinente. Dans le cas contraire, il paraîtrait judicieux de laisser plus de liberté aux opérateurs notamment en termes de maturité de produits.

**Question 24 Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?**

Storengy est clairement défavorable à cette proposition de la CRE qui va frontalement à l'encontre des besoins exprimés par le marché.

Storengy renouvelle sa demande consistant à ce que les opérateurs puissent engager à la vente des capacités pour 2019-20 et 2020-21 dès le mois de mai 2018, dans la limite de 50% de leurs capacités annuelles totales, et selon les modalités décrites dans ses propositions de modalités de commercialisation pour 2018 annexées à la Consultation Publique.

Si la CRE maintient sa position, Storengy demande qu'il soit au moins laissé aux opérateurs la possibilité de commercialiser sur des produits 2 ans (2018-19 et 2019-18) d'éventuels invendus de produits 1 an (2018-19) à l'issue de la phase initiale de commercialisation.

**Question 25 Etes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchère pour les années suivantes ?**

La CRE a demandé aux opérateurs de stockage de lui faire une proposition commune de modalités d'enchères à fixing pour 2018-19, ce qu'ils ont fait. Cette mécanique d'enchères, présentée très précisément dans la Consultation Publique, a d'ores et déjà été expliquée par Storengy au marché notamment dans le cadre des échanges bilatéraux sur l'offre 2018, en vue d'une mise en œuvre pour la campagne de commercialisation initiale 2018-19.

Pour les années suivantes, puisque le marché en propose d'autres (enchères ascendantes, etc.), Storengy est favorable à ce que le type d'enchères soit réexaminé et mis en place à compter de novembre 2018.

Dans l'intervalle entre la campagne de commercialisation initiale 2018-19 (s'achevant fin mars 2018) et novembre 2018, Storengy propose que différents types d'enchères soient testés sur des produits de maturités 2019-20 et 2020-21 à des fins de retour d'expérience (cf. question 24) qui permettront de construire les modalités de commercialisation 2019-20 et suivantes.

**Question 26 Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared ?**

Une allocation en Pay as Cleared correspond à la demande majoritairement exprimée par le marché, et Storengy n'y est pas opposée.

**Question 27 Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?**

**Question 28 Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?**

A ces deux questions, Storengy répond favorablement.

Cette mécanique d'enchères ayant d'ores et déjà été expliquée au marché (cf. question 25), il paraît souhaitable de la mettre en application pour la campagne 2018.

**Question 29 Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année ?**

Storengy a développé sa propre plateforme de vente par paramétrage de son outil (du commerce) de gestion de la relation commerciale (CRM), après consultation et propositions notamment de Powernext et de Prisma, car cette solution était nettement moins coûteuse. De plus, cette solution permet de poursuivre l'intégration des différentes étapes de la commercialisation (vente, contractualisation, facturation) et donc de maîtriser nos coûts de gestion au bénéfice de nos clients.

Il paraît donc judicieux de laisser le choix de la plateforme de vente aux différents opérateurs. Si cela devait évoluer dans l'avenir vers une plateforme commune, il serait indispensable que cette plateforme soit en mesure d'échanger des données vers et depuis le CRM de Storengy.

**Question 30 Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?**

Storengy n'y est pas opposée, même si elle considère que la confidentialité de la valeur numérique du prix de réserve, qui permet de révéler la vraie valeur stockage, est davantage de nature à favoriser le jeu de la concurrence sur les produits.

**Question 31 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?**

Compte tenu des conditions de marché actuelles (écart des *settlement prices* entre l'été et l'hiver suivant de l'ordre de 1,5 €/MWh), les prix de réserve obtenus avec la formule proposée par Storengy seraient très bas, y compris pour les produits les plus performants. Si les conditions de marché n'ont pas évolué à la hausse d'ici la campagne de commercialisation, et même si, sur le fond, une formule de prix de réserve est plus pertinente, Storengy est favorable à des fins de simplification à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage.

**Question 32 Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?**

Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, Storengy n'est pas opposée à ce qu'ils ne tiennent pas compte de la performance des produits, et ce pour des raisons de simplicité. Ces prix de réserve non nuls devraient être toutefois compatibles avec l'objectif de maximisation des volumes commercialisés.

**Question 33 Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018-2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?**

Comme l'a noté la CRE dans sa Consultation, la proposition de Storengy permet au contraire de celle de TIGF, de rendre plus attractifs les stockages du sud de la France sans nuire aux stockages du nord de la France. Storengy reste donc favorable à la proposition qu'elle avait formulée.

**Question 34 Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?**

Storengy considère que si une formule proche de la sienne devait être appliquée après modifications, ces modifications ne devraient pas conduire à des prix de réserve incompatibles avec l'objectif de maximisation des volumes commercialisés, et donc plus hauts que ceux obtenus avec sa formule initiale.

**Question 35 Etes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?**

Storengy reste favorable à sa proposition initiale qui permet à la fois :

- de garantir le niveau de réservation nécessaire à l'exercice des missions des prestataires du service de conversion de gaz H en gaz B (cf. supra),
- si ce niveau de réservation nécessaire est inférieur à la capacité du stockage en gaz B, de permettre à d'autres acteurs d'accéder à ce stockage par enchères,
- de permettre une commercialisation à un prix de marché pour l'ensemble des acteurs.

**Question 36 Etes-vous favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?**

Storengy est favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL, mais attire l'attention de la CRE sur les moyens notamment humains qui seront nécessaires à la mise en œuvre de cette Concertation Stockage et qui n'étaient pas prévus dans le dossier tarifaire initialement présenté à la CRE. Suite aux échanges que Storengy a eus avec Elengy et au vu des travaux envisagés par la CRE, il paraît nécessaire d'envisager l'équivalent d'un ETP pour Storengy sur 2018, ces OPEX devant s'ajouter aux trajectoires des charges nettes d'exploitation (CNE) de Storengy.

**Question 37 Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?**

Storengy est favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage, mais considère que ce calendrier ne doit pas empêcher la commercialisation de capacités 2019-20 et 2020-21 dès le mois de mai 2018 qui pourraient justement alimenter le retour d'expérience sur les différents types d'enchères (cf. questions 24 & 25, et nos propositions de modalités de commercialisation pour 2018).